

La gauche juge sévèrement Louis Aliot

Le Collectif de gauche pour une histoire franco-algérienne non falsifiée, déjà engagé contre la municipalité lors des précédents mandats sur le sujet, considère comme « scandaleuse » l'initiative du maire RN de Perpignan.

Ne pas reconnaître que le 19 mars est le symbole de la fin de la boucherie que fut la Guerre d'Algérie nous paraît particulièrement indigne et une insulte à la mémoire de toutes les victimes : Algériens, soldats français, Harkis, Pieds-Noirs dont l'extrême droite tente de manipuler la blessure de l'exil ». La décision du maire RN de Perpignan de dresser à la salle des Libertés un lieu de mémoire et de recueillement aux victimes de la guerre d'Algérie, en ce jour de commémorations des accords d'Évian, est sévèrement jugée par plusieurs organisations de gauche rassemblées autour du « Collectif pour une histoire franco al-



► Le collectif pour une histoire franco algérienne non falsifiée s'engage à nouveau contre la municipalité de Perpignan.

gérienne non falsifiée »*. Engagé lors des mandatures précédentes contre les maires de droite de Perpignan, ce collectif dénonce ce qu'il pense être « une mise de scène » de Louis Aliot. « Comme l'exprime à juste titre l'éditorial de *L'Indépendant* du 11 mars 2021, {exposer les crimes d'un seul camp est une autre façon d'entretenir la haine et de prospérer sur les blessures mal refermées}. Louis Aliot en rajoute par rapport à ses prédécesseurs. Cela n'a rien d'étonnant car sa famille politique n'a jamais accepté la victoire du peuple algérien pour son

indépendance. Mettre aujourd'hui en exergue les {exactions} du FLN est une façon sinistre de nier les 130 ans de colonisation, de massacres, de tortures, de déplacements de population subis par les Algériens. C'est faire oublier les deux tentatives de coup d'État en 1958 et 1961 contre la République menées par des généraux factieux proches des amis politiques du RN. C'est cacher la responsabilité des ultras de l'OAS dans les dizaines d'assassinats de civils algériens et français, des appelés, des gendarmes, des policiers et de tous ceux qui s'opposaient à leur

folie meurtrière ». Se projetant sur l'après 19 mars et sur le débat, toujours vivace soixante ans après, de la guerre d'Algérie, le collectif porte l'exigence d'une reconnaissance officielle « de la responsabilité des tortionnaires de l'armée française dans la disparition de milliers de nationalistes algériens et leurs soutiens français. Plus que jamais, nous continuerons notre combat ici contre tous les symboles érigés par tous les nostalgiques de l'Algérie française en exigeant le retrait de la stèle à la mémoire des assassins de l'OAS, dans le cimetière municipal de Perpignan, et en réitérant notre opposition à la construction avec des fonds publics du Centre de documentation des Français d'Algérie et du « Mur des disparus », à la gloire de la colonisation ».

Julien Marion

► L'Association des Pieds noirs progressistes (ANPPA), l'AFPS, l'ASTI, la LDH, le MRAP, Femmes solidaires, Le mouvement de la paix, le PC, le NPA, Génération. s, Solidaires, la CNT. Ce communiqué est aussi soutenu par le PG, les groupes d'action de la France insoumise et l'ERC.